

Assemblée des délégués du 22 novembre 2018

## Discours d'ouverture

*Markus Ritter, président de l'Union suisse des paysans (le discours prononcé fait foi)*

Chères déléguées et chers délégués de l'Union suisse des paysans,  
Chères agricultrices et chers agriculteurs,  
Mesdames et Messieurs,

J'aimerais commencer mon discours en citant l'écrivain anglais Samuel Johnson : « Les grandes œuvres jaillissent non de la force mais de la persévérance. » Cette citation est tout à propos. En effet, avant chacune de nos assemblées, je passe l'année écoulée en revue : je me remémore ce qui s'est passé depuis que je suis descendu de cette estrade l'année précédente, et je pense à ce qui nous attend ces prochains temps. Une chose est sûre : de la persévérance, nous en aurons grand besoin !

Cette année, la vague d'initiatives populaires relatives à des thèmes agricoles, ou plus exactement à nos méthodes de production, a retenu mon attention. Au premier semestre, les initiatives « Pour une eau potable propre et une alimentation saine » et « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse » ont abouti. Ensuite, c'est la récolte de signatures pour l'initiative « Pas d'élevage intensif en Suisse » qui a débuté. Et il y a de cela deux mois à peine, le peuple a été amené à se prononcer sur les aliments équitables et la souveraineté alimentaire. D'où provient cet intérêt pour notre travail ? Pourquoi notre agriculture suisse, pourtant exemplaire, semble satisfaire de moins en moins aux exigences de la société depuis quelque temps ? Et pourquoi un nombre croissant de personnes voient notre travail d'un si mauvais œil ? Je pense que nous avons raison de traiter ces questions, car nous devons d'abord les comprendre pour donner les bonnes réponses, dissiper les doutes et renforcer la confiance. À l'heure actuelle, je n'ai pas encore trouvé la réponse qui explique tout. Je n'ai que quelques débuts de pistes à approfondir.

Piste 1 : les Suisses savent qu'ils consomment plus de ressources qu'ils n'en disposent. Ils savent aussi que leur comportement nuit de manière excessive à l'environnement. Néanmoins, ils ne sont pas prêts à changer leur mode de vie pour de bon et à sacrifier leur confort personnel. Cela signifierait renoncer à voyager en avion, utiliser la voiture moins souvent, vivre sur une surface moins importante, manger exclusivement des produits respectueux de l'environnement et, de temps en temps, préférer la viande hachée au filet, faire réparer le téléphone portable dans la mesure du possible plutôt que d'en racheter un nouveau, etc. Au lieu de se mettre des bâtons dans les roues, ils feraient mieux de s'inspirer de ces mesures pour en mettre d'autres en place.

Piste 2 : les Suisses ont perdu tout contact avec la production agricole. La plupart du temps, ils ne connaissent rien de l'agriculture suisse dans son sens pratique, ni du cadre dans lequel elle s'inscrit. Du coup, ils se laissent influencer par des affirmations unilatérales provenant des milieux de la protection de l'environnement et des animaux. Au final, ils s'imaginent des problèmes graves qui n'existent absolument pas sous cette forme. Ils sont d'ailleurs tout aussi enclins à approuver des solutions faussement simples et à rejeter la faute sur une seule personne.

Piste 3 : cette piste se résume au maître-mot « problème de luxe ». Les besoins de base de la majorité des Suisses sont satisfaits. Dans notre pays, presque personne ne connaît la faim. C'est pourquoi de plus en plus de gens s'intéressent à leur développement personnel et aux religions de substitution, parmi lesquelles figurent de nombreuses tendances alimentaires et une offre croissante de super-aliments et d'autres aliments plus sains. Dans ce cadre, il ne fait plus aucun doute que la différence entre ce qui est effectivement plus sain et ce qui nuit à la santé est passée au second plan.

Que les choses soient dites : les consommateurs exigeants et soucieux ont ou auraient déjà de quoi s'acheter ces produits que leur promettent les trois initiatives. Pourquoi ne profitent-ils pas de cette offre ? Nous avons encore beaucoup à faire !

Notre action visant à convaincre la population que ni l'initiative pour une eau potable propre, ni celle contre les produits phytosanitaires de synthèse n'est la bonne solution a déjà commencé. Nous voulons tirer le plus grand profit de l'année 2019 pour fournir un travail d'information. Nous devons montrer ce que nous faisons. Et nous devons aussi prouver de manière crédible que nous sommes prêts à nous améliorer en permanence. Quoi qu'il en soit, les arguments percutants sont de notre côté. À nous de les faire entendre au plus grand nombre possible. Pour ce faire, nous sommes tributaires de toutes les familles paysannes et des ambassadeurs de l'agriculture. Profitez de chaque occasion pour montrer à la population non agricole ce qu'il adviendrait en cas d'acceptation de ces deux initiatives : des prix beaucoup plus élevés et un choix limité de produits indigènes, sans parler des problèmes environnementaux encore plus graves à l'étranger.

Les diverses attaques contre la protection douanière ont aussi été pour moi un fait marquant de 2018. Tout a commencé il y a de cela plus d'une année, avec cette scandaleuse Vue d'ensemble sur la politique agricole, au travers de laquelle le Conseil fédéral a remis sans quelque raison que ce soit notre agriculture en question. S'ensuivirent des tables rondes et un voyage en Amérique du Sud et, dans ce contexte, tout un tintouin autour d'un accord de libre-échange avec les pays du Mercosur, en cas de conclusion duquel l'agriculture suisse devrait perdre quelques plumes en matière de protection douanière, au profit du reste de l'économie. Vers l'automne, il a aussi beaucoup été question de libre-échange. L'accord de libre-échange avec les États-Unis est tout à coup revenu sur le tapis. Comme la dernière fois, il était évident dès le départ que l'agriculture et sa protection douanière poseraient problème, et que toute la Suisse avait du souci à se faire pour sa prospérité à cause de celles-ci. Avenir Suisse est ensuite passé sur le devant de la scène avec une étude de coûts abracadabrantesque. Le chiffre avancé de 20 milliards de francs, qui correspondrait aux coûts annuels occasionnés par la paysannerie suisse, est tellement absurde que je m'abstiens de tout commentaire. Enfin, Economiesuisse a fait parler d'elle en commandant une étude pour aider l'agriculture à atteindre un degré supérieur d'innovation et de création de valeur grâce à une concurrence internationale accrue et à la délégation aux cantons de la répartition encore plus compliquée des paiements directs. Je me demande parfois ce qui pousse les gens à s'acharner autant sur notre branche. J'en arrive lentement mais sûrement à la conclusion qu'ils préfèrent se jeter dans un quelconque faux conflit plutôt que de se consacrer à leur propres grands problèmes. À vrai dire, il devrait être clair pour tout un chacun que, depuis la votation sur la sécurité alimentaire en 2017, la population suisse attache une grande importance à un approvisionnement de base indigène et durable.

Toutefois, je reconnais que tous les critiques ont raison sur un point : la création de valeur constitue un de nos grands problèmes. L'agriculture n'obtient qu'une infime partie de la valeur ajoutée répartie dans le secteur alimentaire. Il ne s'agit pas là d'un problème suisse, mais d'un problème mondial, qui tient en premier lieu à une structure de marché défavorable. Une foule de fournisseurs vendent des produits pour la plupart interchangeables à une poignée de transformateurs et de commerçants, lesquels les revendent ensuite à une multitude de consommateurs. Ainsi, le secteur intermédiaire détient un pouvoir surdimensionné sur le marché. C'est lui qui décide ce qui est mis dans les rayons et à quel prix, et ce qu'il veut bien encore accorder gracieusement aux familles paysannes après déduction des marges de profit et des gains réalisés.

Lorsque les coûts de production augmentent, le prix du produit en question fait de même. C'est partout comme ça, sauf dans l'agriculture. En 2018, nous avons connu une sécheresse extrême. Changement climatique oblige, nous devons nous préparer à revivre plus souvent de telles conditions à l'avenir. Pendant l'été caniculaire, nombre de nos prairies et pâturages ont viré au jaune, le maïs s'est

flétri plus tôt que prévu, et de nombreuses familles paysannes ont dû puiser dans les réserves d'hiver pour nourrir leurs animaux et, par la suite, acheter du fourrage au prix fort. Et qu'en est-il du prix du lait ? Rien ! La hausse des coûts de production semble être notre seul problème. Cela se comprend en partie dans la mesure où les quantités n'ont pas vraiment reculé malgré la sécheresse. Tant que nous produisons plus de lait que nous pouvons en vendre à bon prix, nous ne devons pas nous attendre à des prix plus élevés sur le long terme. Moins signifie plus, comme en témoignent d'autres marchés, par exemple celui de l'arboriculture. Lors d'une année moyenne, il reste en fin de compte bien souvent plus dans le portemonnaie que lors d'une année record, en raison des coûts de production moins importants et des prix de vente plus élevés.

Plus de valeur ajoutée, de la stabilité dans les conditions cadres et moins d'administration : telles sont nos principales revendications pour la politique agricole à venir. La semaine passée, le Conseil fédéral a dévoilé ses intentions en mettant en consultation la PA 22+. Nous en parlerons de manière plus exhaustive par la suite, et nous voterons une résolution.

La révision de la loi sur l'aménagement du territoire pour construire en dehors de la zone à bâtir représente pour nous un autre enjeu majeur. En octobre, le Conseil fédéral a aussi transmis un message au Parlement. L'obligation de rétablir pourrait constituer la principale pierre d'achoppement. À l'heure actuelle, il est déjà difficile à certains endroits, et ce pour différentes raisons, de construire les bâtiments nécessaires pour l'agriculture et son développement. Nous aussi avons le devoir de nous soucier des terres agricoles. Toutefois, nous ne pouvons pas adapter suffisamment nos exploitations aux besoins en évolution si nous ne disposons pas d'infrastructures modernes. Par ailleurs, la proposition ne va pas assez loin aux yeux de Pro Natura et des secteurs actifs dans la protection du paysage et de la nature. Ceux-ci ont déjà annoncé qu'ils voulaient lancer une initiative populaire pour, je cite, « stopper l'expansion du bâti dans les zones non constructibles ». Vous voyez, Mesdames et Messieurs, nous restons au cœur de l'attention publique, y compris dans ce domaine.

Avant de terminer, j'aimerais encore aborder un thème qui me touche particulièrement. Cette année, nous avons eu affaire à de nombreux accidents fatals dans l'agriculture, y compris chez les apprentis. La pression qui pèse sur notre activité est importante, le temps à investir est énorme. La situation financière peut tourner au cauchemar. Mais rien n'est pire pour une famille que de perdre un des siens suite à un accident. L'attention et la prudence sont donc de mise. Une mesure importante pour prévenir ces accidents pourrait être de toujours attacher sa ceinture sur les terrains en pente. L'USP a créé un groupe de travail pour traiter le sujet et proposer des mesures.

Ces dernières réflexions ne sont pas vraiment à même d'égailler l'atmosphère. C'est pourquoi je terminerai sur une note plus positive. Depuis quelques années et en 2018 aussi, le nombre d'apprentis s'inscrit à la hausse dans tous les métiers du champ professionnel de l'agriculture. Nous tous savons qu'une main-d'œuvre bien formée et motivée constitue la base d'un secteur agricole entrepreneurial et axé sur la production durable. Cette année, les SwissSkills de Berne ont également permis de se rendre compte du professionnalisme dont fait déjà preuve la relève agricole. Ce constat me réjouit et j'aimerais tout particulièrement saluer les meilleurs des meilleurs ici présents, les gagnants de tous les métiers de l'agriculture. Je suis ravi que vous soyez des nôtres aujourd'hui.

Je pourrais encore soulever bien des sujets ici. Nous en aborderons encore d'autres au cours de l'assemblée. En effet, l'éventail des dossiers que nous traitons jour après jour pour nos membres et que nous préparons pour les médias et la société ne cesse de s'élargir. Je tiens à vous présenter encore une fois, chères paysannes et chers paysans, mes plus vifs remerciements pour votre incroyable travail et votre incroyable soutien. Vous méritez toutes et tous une grande reconnaissance et une grande estime. Restons ensemble persévérants et inébranlables ! Je déclare maintenant ouverte l'Assemblée des délégués 2018.